

GÉOPOLITIQUE ET DROIT D'INGÉRENCE DANS LES JEUX DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE : CAS DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Dr Basile PAPOTO,

papotobasile@yahoo.fr

Enseignant-Chercheur, Université de Bangui

Submitted: 2021-03-05

valued: 2021-03-23

validated: 2021-03-30

Résumé

Pour comprendre l'évolution politique, économique et sociale d'un pays comme la République Centrafricaine (RCA), dans le contexte de la mondialisation, de l'intégration régionale mais aussi de la Géopolitique et de la Géostratégie des puissances extérieures qui ont une influence considérable sur sa gouvernance, il est important de rechercher les causes endogènes et exogènes de ses nombreux conflits qui ont jalonné à travers le temps, son indépendance depuis plus de soixante ans.

Le thème choisi dans le cadre de cette analyse n'est qu'un aperçu succinct de l'immense réalité des problèmes sous-jacents qui ont plongé ce beau pays dans l'extrême pauvreté.

Mots clés : Géopolitique, ingérence, démocratie.

Abstract :

To understand the political, economic and social evolution of a country like the Central African Republic (CAR), in the context of globalization, regional integration but also the geopolitics and the geostrategic of the external powers which have a considerable influence on its governance, it is important to seek the endogenous and exogenous causes of its numerous conflicts which have marked out through time, its independence for more than sixty years. The theme chosen for this analysis is only a succinct overview of the vast reality of the underlying problems that have plunged this beautiful country into extreme poverty.

Keywords: Geopolitics, interference, democracy.

Si cet article vous intéresse, vous pouvez le [télécharger gratuitement](#) ici.

Introduction

En raison de sa situation géostratégique de grande importance à laquelle s'ajoute son excellente dotation en richesses naturelles du sol et sous-sol, la République Centrafricaine est à maintes reprises victime des crises sociopolitiques explosives. Celles-ci ont tendance à remettre en cause sa souveraineté et son processus de développement dont on attribue divers facteurs de blocage liés à la récurrence des conflits armés et bien d'autres facteurs conjoncturels et structurels qui ont fait d'elle la place théâtrale de multiples interventions des puissances extérieures. A défaut d'apporter des solutions durables aux mille problèmes qu'elle ne cesse de traverser, force est de constater avec stupéfaction que le sort de ce pays est lié à la fameuse théorie du complot ourdi par des « conspirationnistes » dont les démarches s'effectuent en fonction de leurs stratégies de reproduction sans cesse des différentes crises à travers le temps selon le schéma de dépendance extérieure.

On a l'impression que cette « Théorie du complot » qui s'est affublée par la géodiplomatie internationale dont les règles du jeu, dictées par les grandes puissances et les institutions internationales, a fini par se transformer en « droit d'ingérence » légalisé par des accords. La dynamique de ce « droit d'ingérence » va de pair avec les objectifs de développement durable qui nécessite la création des richesses issues du travail, des progrès techniques et de la productibilité globale. Toutefois, on redoute le pillage des économies des pays en conflit (cas de la RCA) à travers les influences géopolitiques des puissances extérieures dont on ignore les limites et les enjeux réels.

Il convient de clarifier ici que la géopolitique dont il est question dans cette analyse, permet de comprendre les rapports de force entre les Etats en décryptant les tensions et les conflits internes, tout en s'intéressant aux diverses régions du globe et leurs évolutions planétaires, qu'elles soient politiques, économiques, socioculturelles, religieuses aussi bien que dans le domaine géostratégique. S'ajoute à cela la prise en compte de nouveaux défis tels que les changements climatiques, la lutte contre le terrorisme, la criminalité et les pandémies, etc., qui ont déjà fait l'objet d'une abondante littérature dans plusieurs ouvrages. Il convient de souligner que notre « époque actuelle cherche de nouvelles certitudes, la géopolitique serait l'une d'elles afin d'éviter un repli sur soi-même » (Yves Lacoste, 2009).

Au plan politique, le fait marquant du XXI^e siècle demeure l'expansion du modèle démocratique. En effet, la planète comptait 14 Etats démocratiques avant 1914, 17 en 1938 et

54 en 1989. La dernière décennie du XX^e siècle a vu le phénomène s'amplifier considérablement : 37 nouveaux Etats sont venus s'ajouter à la liste après la dissolution de l'ex – URSS en décembre 1991. En Afrique, à l'aube des indépendances juridiques de 1960, la majorité des dirigeants des différents pays ont mis en place des régimes présidentiels autoritaires (régimes personnalisés, exécutif ultra puissant, parti unique, suppression des libertés d'opinion). Et ceci, en connivence avec les puissances occidentales aux idéologies capitalistes et mercantilistes dont la vocation première fut – est encore – d'avoir une mainmise sur les ressources du sous sol africain ou encore, faire du continent, un éternel débouché pour leurs produits d'exportations de qualité médiocre.

La RCA s'est retrouvée parmi tant d'autres pays, à participer activement à cette marche de l'humanité dont le découpage et le contrôle géopolitiques sont décidés par les grandes puissances. Du point de vue démocratique, son expérience dans ce système politique date du début des années 1960 avec une alternance autocratique, puis un rétablissement en 1980 après la chute de l'Empereur Jean Bedel Bokassa en 1979. En 1981, suite à des élections organisées dont les résultats sont contestés par l'opposition, le pays a failli basculer dans la violence, c'est alors qu'un coup d'Etat des militaires, mit un terme à cette triste et éphémère démocratie. Il a fallu attendre le sommet franco-africain de la Baule tenu les 19 et 20 juin 1990 pour que la démocratie ressurgisse de nouveau en RCA (nous en reparlerons ultérieurement). Voici la quintessence de ce sommet sous forme de slogan : « pas de démocratie sans développement pas de développement sans démocratie » (*Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, 1999 : 114).

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de relever quelques aspects importants pour la clarté de l'analyse, à savoir la situation géographique préoccupante et géostratégique de la RCA, son poids démographique, son potentiel économique sur quoi reposent les hypothèses de son développement, ainsi que ses évolutions sociopolitiques controversées dont les ingrédients sont les violences et les crises incendiaires qui ont entaché sa réputation sur la scène internationale, ouvrant ainsi des boulevards aux ingérences extérieures.

1. Contexte de l'étude lié à la crise géopolitique et affectant la vie démocratique

Ce thème choisi dans le cadre de la rédaction de cet article s'inscrit dans un contexte particulier de l'aboutissement d'un lent déclin de la RCA, déclin lié aux débordements des guerres entretenues par des groupes armés et leurs retombées géopolitiques. La RCA, pays appauvri et meurtri, s'est empêtrée dans une interminable flambée de conflits armés qui ne laissent pas

assez de possibilités de sortie de crise. Il nous permet de nourrir cette réflexion sur la géopolitique et la démocratie et les problèmes de sécurité collective reposant sur la méthodologie « d'interventions du politique dans la vie sociale et économique qui dérivent de la responsabilité première du gouvernement : assurer son autorité sur le territoire de l'Etat, la paix et la justice à l'intérieur, la sécurité aux frontières » (P. Claval, 1995). La restauration de l'autorité de l'Etat permet de préserver la grandeur (et la dignité) d'un peuple, en l'occurrence le peuple centrafricain qui dépend principalement de la qualité de son caractère et du niveau de moralité de ses hommes, faute de quoi, il faut s'attendre toujours à ces éternels recommencements des manifestations de l'anarchie à grande échelle, c'est-à-dire le désordre imposé par l'absence de commandement.

2. Démarche méthodologique et difficultés inhérentes à la recherche

La collecte des données documentaires, l'observation analytique des phénomènes étudiés, la détection des corrélations dans les faits observés qui nécessitent une démarche hypothético-déductive nous ont permis de mobiliser un ensemble d'informations utiles pour la structuration de cet article, notamment des documents narratifs (journaux, périodiques présents sur le marché local). A cela s'ajoutent les témoignages oraux recueillis, les documents visuels (surtout la télé), les témoignages personnels, la consultation d'ouvrages généraux portant sur la géopolitique, la démocratie, les conflits et la fragilité des Etats dans le monde dont certains figurent dans les références bibliographiques. Toutefois, notre but n'est pas de fournir les détails de ces événements, mais d'offrir au lecteur l'intérêt de ce nouveau paradigme lié à cette crise, notamment la version succincte des faits enregistrés tout en reconnaissant la complexité des circonstances qui les ont engendrés ou les ont aggravés. La RCA étant un pays enclavé, ce qui constitue un goulot d'étranglement synonyme de sa marginalité spatiale et de sa désintégration territoriale.

3. La RCA, un pays étouffé par son enclavement

Située au cœur de l'Afrique, ce qui lui a valu son nom, la République Centrafricaine (RCA) se présente dans le continent comme un vaste territoire de près de 623 000 km², bordé par 6 pays qui sont : à l'Est le Soudan du nord et le Soudan du sud), au nord le Tchad, à l'Ouest le Cameroun, et au sud le Congo Brazzaville et la République Démocratique du Congo (RDC). Sa position géographique se trouve à cheval sur trois zones climatiques: subsaharienne au nord, tropicale à saisons contrastées dans sa majeure partie médiane et subéquatoriale au sud. Cela

en fait un pays aux ressources naturelles variées, propices à des cultures diversifiées, à la pêche et à l'élevage (pays de grands pâturages et de conflits fonciers assez fréquents entre éleveurs de bovins et agriculteurs).

La RCA qui occupe une situation géopolitique de dépendance extérieure, ne dispose que de deux débouchés vers la mer. La voie terrestre, qui rejoint « la Transcamerounaise » est la principale liaison routière de l'ouest ; elle assure l'essentiel de son ouverture au monde extérieur, jusqu'au port de Douala au terme de 1500km de parcours. Il convient de préciser qu'elle fait souvent l'objet de terribles blocus perpétrés par les groupes armés qui écument le pays en propageant l'insécurité tout au long de son parcours.

L'autre voie, « la Tans-équatoriale » emprunte la voie fluviale de l'Oubangui qui se jette au Congo jusqu'à Brazzaville, puis la voie ferrée pour atteindre le port de Pointe Noire.

Cet enclavement qui n'est rien d'autre qu'un goulot d'étranglement, a un impact négatif considérable sur la vie socioéconomique du pays à tel point qu'on a l'impression qu'il étouffe les mentalités centrafricaines considérées comme peu ouvertes au monde extérieur, par conséquent, moins « éclairées » en dépit d'une situation géostratégique d'importance continentale.

4. Une situation géostratégique d'importance continentale

Considérée comme un carrefour géostratégique où se séparent deux grands bassins hydrographiques diamétralement opposés, celui du Lac Tchad au nord et celui du Congo au sud, la RCA apparaît de ce point de vue, comme un partenaire incontournable dans la dynamique de la régionalisation où les débats sur le réchauffement climatique sont portés à la connaissance de tous les citoyens de la terre. En Afrique centrale, la réflexion sur la géopolitique des changements climatiques prend toute son importance en raison de la désertification du Sahel au nord, la convergence des éleveurs de bovins vers des territoires de repliement, en l'occurrence la RCA et bien d'autres pays, mais surtout, l'assèchement du lac Tchad dont on redoute la disparition probable dans les décennies à venir. La solution envisagée reste un projet de transfert des eaux fluviales de l'Oubangui à ce Lac en détresse, projet à connotation géopolitique qui risque de se heurter à de réelles déconvenues.

Toutefois, les arguments avancés à propos de ce projet titanesque, confèrent à la RCA une situation géostratégique majeure sur la scène internationale. D'ailleurs, on pense que c'est l'une des raisons probables de l'ingérence du Tchad dans les affaires centrafricaines à plusieurs

reprises. Par ailleurs, la France qui est l'ex-puissance coloniale, entend y préserver du point de vue militaire, avec quatre autres grands axes d'appui (Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal) sa présence qui devrait abriter des forces permanentes et des matériels opérationnels. « Ces pôles de pré positionnement revêtent une importance stratégique évidente en cas de crise grave dans une zone du continent » (Michel Klein, 1995 : 158). Dans le passé, les bases militaires de Bangui et de Bouar en RCA avaient joué un rôle fondamental pour la mission « Epervier » au Tchad. Cette coopération militaire avec la France était fondée sur les accords de défense de 1960. Mais, depuis la fin de la guerre froide qui rythmait la bipolarité géopolitique des relations internationales, la France a fermé ses bases militaires en Centrafrique il y a 20 ans.

5. Une démographie galopante gangrénée par la pauvreté

Avec une population estimée à 5 millions d'habitants sur 623000 km², soit une densité légèrement supérieure à 8 habitants/km², les principales variables démographiques de la RCA se présentent quantitativement de la manière suivante : sur la base du recensement général de la population de 2003, le taux de croissance démographique est établi à 2%, le taux fécondité à 5,1% enfants par femme en âge de procréer, tandis que le taux de mortalité infantile tourne autour de 132 pour mille ; 39,5% de la population sont des jeunes de moins de 15ans ; 56,7% constituent la tranche d'âges de 15 à 64 ans...

L'espérance de vie des Centrafricains qui se détériore de jour en jour, est de 51 ans seulement pour les femmes contre 47 ans pour les hommes. Au début de l'an 2000, l'épidémie du Sida, farouchement combattue par les autorités publiques et les partenaires sociaux, a fait reculer de sept ans l'espérance de vie qui chuta à 39 ans. Selon l'ONU, l'espérance de vie d'un Centrafricain, au lieu de s'allonger, diminue de 5 mois au moins chaque année depuis bientôt 20 ans. Cette érosion de l'espérance de vie a pour conséquences les excès effrayants de mortalité et les bulletins de santé aussi mauvais dans l'ensemble du pays. Il faut être un champion de la résistance physique pour dépasser les 50 ans. On cohabite en Centrafrique avec la maladie et la mort avec une étonnante familiarité et une parfaite indifférence. C'est l'un des pays et peut être le seul au monde où les gens dansent, boivent et dégagent l'air de festivité populaire quand un individu quitte notre monde pour rejoindre l'au-delà. En récapitulatif, l'espérance de vie de la population est douteuse et en régression sensible : 45 ans en 1995, 43 ans (39 ans selon certaines sources) en 2000, 42 ans en 2001, 40 ans en 2002 suivi d'une courte période de légère amélioration jusqu'en 2013, année du renversement du régime démocratique du Général François Bozizé où le chaos sociopolitique ayant atteint son paroxysme, a entraîné des

bouleversements sans précédent de la population centrafricaine. On estime à 700.000 personnes le nombre des déplacés internes et 60.000 personnes qui ont trouvé refuge au Tchad, au Cameroun et dans les deux Congo voisins, laissant derrière eux des villages sinistrés, vides, détruits, sans âmes, etc.

L'immensité du territoire, la faiblesse numérique de la population, sa dispersion et son inégale répartition spatiales (la majorité étant concentrée dans l'ouest, le nord – ouest, le centre et le sud), rendent la mise en valeur du pays et le contrôle des frontières très difficile. Le pays est très vulnérable aux pénétrations extérieures ; les régions de l'extrême nord et de l'Est servent de base de repli aux rebelles Tchadiens et Soudanais. C'est aussi des lieux de prédilections des hors la loi, des bandits de grands chemins, des trafiquants d'or et de diamants, qui attisent le climat d'insécurité dans ces zones.

La médiocrité, voire carrément la disparition des voies de communications routières traversant des milieux physiques hostiles, ne fait qu'exacerber l'insécurité dans toutes ces régions centrafricaines victimes d'ostracisme et de marginalité socio spatiale. Ce qui conduit à leur déliquescence et à leur désintégration socioéconomique. Dans l'ensemble, le pays est peu bancarisé et certaines zones de l'Est et le nord-est sont faiblement monétarisées, faute d'infrastructures de base et de transports favorisant les échanges susceptibles de doper les économies rurales et urbaines de l'arrière pays. A tous les niveaux de la vie socio économique, les ressources humaines sont insuffisantes qualitativement et les investissements privés en proie à des problèmes sécuritaires et énergétiques de grande ampleur.

En rétrospective, on s'aperçoit qu'après un passage de décollage assez significatif vers la fin des années 1960 et au cours des années 1970, l'économie centrafricaine a amorcé des phases de stagnation, de régression, suivies, d'une courte période de reprise de confiance avant de périr en sombrant dans l'anarchie. Il en découle une recrudescence de la pauvreté aggravée par le déclin des cultures d'exportation (le café et le coton qui n'ont plus d'avenir dans le pays) en raison de l'effondrement des cours mondiaux des matières premières agricoles au cours de la quatrième convention de Lomé (1989 – 1999).

6. La détérioration des termes de l'échange et l'accentuation de la pauvreté

A la fin de la convention de Lomé IV, le mécanisme de stabilisation et de péréquation des prix des produits agricoles d'exportation, le STABEX, instauré par la CEE (Communauté Economique Européenne) et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) a été supprimé.

Conséquence, en RCA signataire de l'accord, les cultivateurs de café et de coton sont directement exposés aux lois de l'offre et de la demande sur le marché mondial connu pour ses rudes concurrences. Ces lois de concurrence ont gravement compromis les recettes d'exportations, lesquelles sont entravées par l'enclavement du pays qui se retrouve en situation de faiblesse des revenus monétaires. Les répercussions sont immédiates sur la vie rurale où tous les paysans n'arrivent plus à écouler leurs produits agricoles. Ces manques à gagner déclenchèrent une pénurie d'argent et la pauvreté extrême commença à déstabiliser tous les ménages.

Et à la longue, on se rend compte que depuis le régime du Président Kolingba, tous les gouvernements n'ont rien fait de bon pour inverser la tendance en introduisant des économies de substitution dans ces régions cotonnières et caféières en détresse. Comme le paysan n'arrivait plus à payer l'impôt de capitation, le Président Patassé décida de sa suppression par suite des mécontentements populaires explosifs qui donneront naissance ultérieurement à la formation de plusieurs groupes armés entrés en dissidence contre le pouvoir central de Bangui. En réalité le gouvernement paraissait comme le bouc émissaire de la prolifération du prolétariat en milieu rural durement frappé, puisqu'en 2003, 67,2% des Centrafricains vivaient en dessous du seuil de la pauvreté et en 2020, la situation n'a pas beaucoup changé. C'est ainsi qu'apparaît ce phénomène d'ostracisme et de victimisation de la pauvreté dans le temps et l'espace en RCA.

Si l'on jette un regard en arrière, on s'aperçoit que le bilan des 60 années d'indépendance du pays en termes de développement est très contrasté. La RCA est classée parmi les pays les plus pauvres du monde avec un revenu par tête d'habitant estimé à 260 dollars en 2001, alors qu'au lendemain de l'indépendance, son PIB avait connu une croissance relative et en 1977, on était arrivé à 470 dollars de revenu/habitant en RCA. « Depuis lors, l'économie centrafricaine n'a cessé de régresser au point que ce PIB/habitant est descendu jusqu'à 349 dollars en 1995. Certes, il y a eu la dévaluation du FCFA qui s'est traduite par une chute du PIB/ht de 425 dollars en 1993 à 275 dollars en 1994, chiffre qui est très loin de la moyenne mondiale établie à 5120 dollars pour pouvoir espérer se hisser un jour parmi les pays émergents.

En somme, la RCA est perçue comme un Etat fragile ou failli si on se réfère à l'analyse de Boniface Bounoung Fouda économiste à la Sorbonne, Paris 1 dont les travaux sont axés sur ceux de S. Rice qui pense que « la pauvreté est la caractéristique principale d'un Etat fragile » (Boniface Bounoung Fouda, 2009 : 11). Pour S. Aizeinstat et al, (2004), dont les arguments sont également pris en compte par B. Bounoung Fouda, un gouvernement doit

protéger les libertés individuelles de sa population, garantir la démocratie et l'Etat de droit. Le non respect de ces éléments crée « un écart politique », source successive de « l'écart sécuritaire »... Et d'ajouter que « l'écart sécuritaire est entretenu par des gouvernements autocratiques et politicides » (Boniface Bounoung Fouda, 2009 : 12).

Certains auteurs estiment que « les Etats fragiles se heurtent à des problèmes particulièrement graves en matière de développement : capacité institutionnelle insuffisante, gouvernance défailante, instabilité politique chronique et souvent violences ou séquelles de conflits passés susceptibles d'affecter les pays limitrophes », (Boniface Bounoung Fouda, 2009 : 13).

Toutes ces définitions semblent se cristalliser autour du triptyque « Sécurité-Démocratie-Développement » qui a fait l'objet de nombreux débats sur la RCA.

7. Les potentialités économiques et le paradoxe de désindustrialisation de la RCA

Si la RCA est perçue comme un enjeu géostratégique très convoité, l'une des raisons en est la richesse de son sous-sol en matières premières diverses. L'économie centrafricaine repose sur un potentiel naturel énorme : des forêts denses et riches en essences exploitées de manière anarchique, une agriculture diversifiée mais à l'agonie, y compris la production vivrière qui n'arrive plus à couvrir les besoins essentiels de la population, un sous-sol riche en minerais comme le diamant, l'or, l'uranium (les seuls exploités jusque là), le fer, le lignite, le manganèse, le calcaire, le cuivre, le mercure, etc. La RCA ne manque pas d'atouts et son potentiel largement suffisant, si l'on le mettait en valeur de manière rationnelle, devrait faire d'elle un « eldorado » et la propulser sur l'orbite du développement. Paradoxalement, il n'en est pas le cas. Un Haut Représentant de l'Union Européenne en poste à Bangui, J.C. Esmieu y voit là un danger qui guette le pays ; il avait déclaré en Août 2005 devant l'Assemblée Nationale du pays que « la RCA avec toutes ses richesses [...] a été et sera la cible privilégiée des prédateurs [...] Ces prédateurs sont là ». Cette vérité qui était ignorée à l'époque, ne sera connue que plus tard en 2013 avec le renversement du régime démocratique de F. Bozizé par la coalition « Séléka » qui veut dire en Sango la langue officielle du pays, « Alliance ».

Depuis lors, la santé de l'économie centrafricaine n'est plus qu'un lointain souvenir des années 1960 et 1970 ; par exemple, au 31 décembre 1967 il y avait 282 entreprises recensées en RCA dont 120 du secteur industriel et 162 du secteur commerce et services, pour la plupart implantées dans la région de Bangui, offrant 18653 emplois permanents aux nationaux et africains venus d'autres pays et 1103 emplois pour les expatriés.

Depuis la chute de l'ex-Empereur J.B. Bokassa en 1979, on assiste à une désindustrialisation progressive du pays dont les causes sont liées aux actes de vandalisme perpétrés par des foules d'individus insensés, en délire, qui se déchaînent contre les édifices publics, les biens de l'Etat et certaines machines de production (démontage de certaines usines, des ateliers, etc..) qui sont les véritables leviers de l'économie nationale afin de satisfaire leur joie à l'occasion, toujours, d'un changement de régime dû à un coup d'Etat.

Depuis lors, la culture de violence est ancrée dans les esprits collectifs de certains Centrafricains mal intentionnés et chaque fois qu'il y a changement de régime à Bangui, ces mêmes scénarii de violence et de vandalisme se répètent et en fin de compte, la RCA se retrouve sans ses unités de production de base pour son développement durable. Les rentrées d'argent dans les caisses de l'Etat s'amaigrissaient à tel point qu'on n'arrivait pas à payer régulièrement les fonctionnaires et agents de services (24 mois d'arriérées de salaires au temps du Président A.F. Patassé, 12 mois au temps de A. Kolingba). Dans un tel contexte, les relations au sein de la population ont été fortement perturbées par la pauvreté (67,2%, soit environ 2.500.000 personnes sur moins de 4 millions d'habitants en 2006).

Plus grave encore est le fait que la RCA commençait à s'enfoncer dans le bas du classement effectué par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Quand on prend la peine d'examiner ces classements, on s'aperçoit qu'en 1990, sur 32 pays à faible développement humain, la RCA en avait dépassés 17 contre seulement 6 en 2005 et depuis 2018, c'est elle qui occupe paradoxalement le dernier rang mondial (188^e sur 188 pays). Reconquérir la place perdue, sortir du groupe des pays à faibles revenus, est le principal défi qui attend les autorités de l'Etat Centrafricain. Mais qui remplira cette mission salutaire ? Certes, cela ne paraît pas une mission impossible. Pour y parvenir, il faut que le pays redevienne crédible et que son économie redémarre et parvienne à dégager un taux de croissance de type asiatique, dépassant les 8% par an sur une période de plus de 10 ans tout en réduisant les inégalités de revenus par tête d'habitant entre riches et pauvres afin d'offrir à tout le monde des opportunités pour une intégration sociale à grande échelle, faute de quoi, il faut s'attendre toujours aux éternels recommencements des crises sociopolitiques incendiaires liées à la course au pouvoir.

8. La course au pouvoir : enjeux politiques et coups d'Etat en RCA

Le pouvoir, certaines personnes pensent que c'est du mysticisme, du machiavélisme voire parfois du sadisme affublé par des carnassiers appartenant à ce phénomène mystérieux. D'autres au contraire mettent en avant le rôle du Serviteur dévoué de l'Etat ou de Dieu, etc. Et c'est toujours le pouvoir et ses différentes variantes avec les puissances surnaturelles qui en forment la toile de fond, qu'elles soient physiques, visibles, invisibles ou obscures. De façon générale et selon Yves Lacoste, auteur de l'ouvrage *Géopolitique*, Larousse P.14, 2009, les types de pouvoirs peuvent être classés et répertoriés en fonction de leurs rapports au territoire : Etats centralisés ou fédéraux, démocratie ou dictature, tribus ou confréries religieuses, etc. En politique, la conquête démocratique du pouvoir s'est fixé des règles du jeu que les partis politiques doivent mettre en pratique. Mais qu'un parti soit au pouvoir ou dans l'opposition, c'est le débat d'idées entre les différents partis qui fait vivre la démocratie.

Or en Afrique, et plus particulièrement en RCA, l'histoire politique de ce pays révèle la récurrence d'un mal connu de tout le monde dont on ne sait comment y mettre un terme ; ce mal s'appelle « coup d'Etat » c'est-à-dire, la prise par la force du pouvoir de l'Etat. De 1960 jusqu'en 2020, on en totalise plus d'une quinzaine avec une succession de dirigeants et de régimes tantôt autocratiques alternant avec une démocratie orageuse et éphémère. Du point de vue étymologique, la démocratie (en grec, démos=peuple, et kratos = pouvoir) est un régime politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté lui-même, sans l'intermédiaire d'un organe représentatif (démocratie directe) ou par représentants interposés (démocratie représentative). Bref, le but de la démocratie n'est pas seulement de défendre les intérêts particuliers mais de protéger l'intérêt collectif, celui qui est le meilleur pour tous, c'est-à-dire participer à la vie de la nation, défendre le droit du travail, s'engager dans la cité.

En Afrique, beaucoup de personnes ont des idées confuses sur la démocratie car elles pensent que « la voix du peuple, c'est la voix de Dieu » ! L'homme charnel n'étant pas saint, le peuple ne peut l'être non plus comme les Anges au Ciel pour organiser une démocratie parfaite et irréprochable sur la terre. On sait que l'homme a fait de la démocratie un modèle universel de gouvernance axée sur les libertés individuelles et les droits de l'homme afin de relever le défi de développement durable. Cependant, dans certains pays à économie fragile où règne l'extrême pauvreté comme en RCA, la démocratie a plusieurs fois volé en éclats. Et qu'il faut recoller les morceaux après d'âpres tracasseries juridico-constitutionnelles. Bien souvent, la pauvreté combinée avec le taux d'analphabétisme assez élevé dans le pays, conduisent à une

atmosphère sociale caniculaire en période électorale visant à remettre en cause le bon fonctionnement de la démocratie. Conséquence, les grandes valeurs sociétales établies dans le passé par tant de « liens sacrés » reposant sur une discipline collective issue d'une bonne éducation civique populaire dont les fruits sont la vertu et la « gentillesse centrafricaine » considérées comme une grande valeur sociale de la « centrafricanité » ont été violées et détruites par les extrémismes politiques des uns et des autres, s'accusant mutuellement, cédant la place à ce qu'on peut appeler ici le « Syndrome de Caïn », le premier homme criminel qui tua son propre frère Abel par jalousie. Il s'est avéré que dans le passé l'ex- Empereur Bokassa sur qui pesaient plusieurs chefs d'accusations, avait au sujet de sa gouvernance politique, lancé entre autres, ces phrases restées célèbres « On ne nourrit pas un peuple avec de la politique », propos recueilli et commenté par Henri Koba et publié dans *Revue Bangui Match* (N°1, Sept 1974, P.6). A l'an 2020 plus tard, les enjeux politiques tournent autour des règles démocratiques qui ont permis la reconnaissance officielle d'un nombre illimité de partis politiques en dépassant la centaine chargés d'abreuver tout le peuple avec des courants de pensées politiques controversées pour des distractions populaires mais aussi pour des endoctrinements débouchant sur la formation des camps antagonistes difficiles à réconcilier.

De là, naissent les conflits dont les causes comportementales sont clairement décrites par Thomas Hobbes dans son ouvrage « le Léviathan » paru en 1651 (cf. l'ouvrage de J.J. Chevalier, *les Grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Armand Colin, P. 56-57). Selon lui, pour tout homme, un autre homme est un concurrent, avide comme lui de puissance sous toutes ses formes « alors que » si l'on considère les choses dans leur ensemble tout homme est l'égal de l'autre. « Cela entraîne naturellement la concurrence, la défiance réciproque, l'avidité de gloire ou de réputation qui ont pour résultat final la guerre perpétuelle de chacun contre chacun, de tous contre tous ».

Guerre, c'est-à-dire non seulement le fait de se battre et d'en découdre avec le rival, mais surtout la volonté avérée de se battre. Tant qu'il existe cette volonté de nuisance réciproque, il y a guerre et non paix et l'homme devient un loup pour l'homme : *homo homini lupus*. T. Hobbes conclut en disant « qu'une telle guerre empêche toute industrie, toute agriculture, tout développement ». Ainsi, la démocratie centrafricaine qui a enregistré une pléthore de partis politiques, apparaît comme un modèle de démocratie qui tue la démocratie en raison de nombreuses violences qu'elle engendre. Pour Bienvenu Gouem Gouem auteur de l'article « le cœur du continent à la traîne » publié dans le *Courrier International* (N° 921, 2008), « l'Afrique

centrale est le symbole de cette Afrique négative. Elle piétine, continue à sombrer dans ses forêts infectées de « dinosaures autocrates » qui s'accrochent au pouvoir comme des lions à la carcasse de leur proie...Leurs populations sont les plus misérables de la planète ». Ce constat est aussi partagé par le Président Américain Donald Trump qui a qualifié de tels pays, de « pays de merde », un propos entaché d'arrogance et de mépris de l'image négative de l'Afrique dont l'avènement de la démocratie comme système de gouvernance politique s'est métamorphosée dans plusieurs pays en dérapages populaires.

9. L'avènement d'une démocratie orageuse en Afrique et en RCA

Le vent de la démocratie s'est mis à souffler surtout le continent à partir de 1990, suite au sommet franco-africain de la Baule. Les déclarations faites par le Président Français de l'époque, François Mitterrand, au XVI^e sommet des Chefs d'Etat de France et d'Afrique tenu les 19 et 20 juin 1990, exhorte l'Afrique à entrer résolument dans les chemins de la démocratie tout en prononçant cette phrase suivante : « pas de développement sans démocratie, pas de démocratie sans développement » tout en « précisant que l'aide française serait maintenue dans un cadre de gestion contrôlée honnêtement et mutuellement par des contrats ». Il a ajouté que la démocratie et la saine gestion des finances publiques et de l'économie devraient désormais être considérées comme des priorités que la France encouragerait en modulant son aide en fonction de leur comportement. Conscient des différences de structures, de civilisation, de tradition, de mœurs, F. Mitterrand a précisé qu'il est impossible de proposer à tous les Africains « un système, tout fait » et que « la France n'a pas à « dicter » n'importe quelle loi constitutionnelle qui s'imposerait de fait à l'ensemble des peuples qui ont leur propre histoire et doivent savoir comment se diriger vers le principe universel qu'est la démocratie » (F. Mitterrand, discours de La Baule, 1990).

Il convient de souligner que le contexte économique de la déclaration de Mitterrand était préoccupant, marqué par une crise profonde que l'Afrique avait traversée durant la décennie 1980–1990 et que cette déclaration s'ajoutait aux précédentes réformes intervenues dans le cadre du Fonds Monétaire International (FMI) qui avait proposé aux pays africains son plan de relance des économies africaines appelée le PAS (Plan d'Ajustement structurel). On sait que le PAS a été suivi quelques années plus tard par la dévaluation du Franc CFA en janvier 1994, dévaluation proposée par le Premier Ministre Balladur. La question qu'on peut se poser est de savoir si ces différentes réformes ont favorisé l'intégration de l'Afrique dans l'économie

mondiale ou au contraire l'ont plongée davantage dans un cercle vicieux de problèmes socioéconomiques complexes afin de la laisser toujours à la traîne.

Comme disait Tocqueville dont la synthèse des travaux est publiée par J. J. Chevalier dans son ouvrage, *les Grandes œuvres politiques, de Machiavel à nos jours*, (1968 : 228), qu'en « réalité, la démocratie (née en Occident avant de se répandre dans le reste du monde), a été abandonnée à ses instincts sauvages, qu'elle a grandi (dans de nombreux pays) comme ces enfants (mal éduqués), sans père, ni mère et qui ne connaissent de la société que ses vices et ses misères ». Et pour cause, si l'on creuse cette réflexion, on s'aperçoit que le problème de la démocratie, c'est l'affaiblissement du parlement, un théâtre de marionnettes, des élus du peuple, choisis en fonction de la tribalisation du pouvoir, ayant dans ses rangs des personnalités incompétentes. C'est aussi le problème de l'impartialité de la justice et les incohérences constitutionnelles.

Selon l'analyse de l'historien camerounais Achille Mbembé, dont les propos sont recueillis par P. Cherruau du *Courrier International* (N° 921, 2008 : 34), les expériences de la démocratie en Afrique montrent que « dans la plupart des cas, les Africains n'ont toujours pas le droit de choisir librement leurs dirigeants. Trop de pays sont à la merci de despotes dont l'objectif est de rester au pouvoir à vie. Aussi, la plupart des élections sont truquées. On sacrifie aux aspects procéduraux les plus élémentaires de la concurrence, mais on garde le contrôle sur les principaux leviers de la bureaucratie, de l'économie et surtout de l'armée »...

Il faut souligner que les défauts de la démocratie africaine seraient ancrés dans les différentes constitutions de chaque pays, qui n'ouvrent pas les portes d'une bonne collaboration entre pouvoir et opposition à l'image de plusieurs règles des jeux sportifs tels que le football par exemple, dont les différentes coupes, qu'elles soient coupe du monde, coupe continentale ou coupe nationale, est arrachée par une équipe participante, mais il n'en demeure pas moins que les finalistes et demi finalistes malheureux sont aussi consolés par des médailles de récompenses de leurs efforts fournis, chose qui n'existe pas dans les jeux démocratiques en raison des lacunes institutionnelles et constitutionnelles. Aussi, n'est-il pas souhaitable d'envisager, lors des élections présidentielles, que le candidat élu par le peuple, pourra mettre en pratique, par souci de *fair Play*, de mener une politique de large ouverture en prenant de la hauteur visant à tendre la main à ses compatriotes battus, notamment aux meilleurs perdants au sein des autres candidats aventuristes qui doivent se plier aux verdicts des urnes. Bref, quelle que soit la perfection institutionnelle mise en place, il faut souligner qu'« il n'a jamais existé de véritable démocratie et il n'en existera jamais » écrivait J. J. Rousseau dans son célèbre

ouvrage *Du Contrat social*, et d'ajouter : « s'il y avait un peuple de Dieu, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas aux hommes » car l'homme n'est pas parfait.

10. Démocratie, violence et ingérences extérieures

Les métamorphoses de la démocratie en violence est un sujet d'inquiétude. Pour A. Mbembé cité dessus, la seule possibilité de changement de régime qui existe en Afrique est la « rébellion ou le soulèvement » qui peuvent contredire la continuation indéfinie au pouvoir ». Et d'ajouter que « globalement, les choses sont donc bloquées » y compris en Afrique du Sud, où le système électoral aidant, on peut dire que le pays vit *de facto* sous un régime de parti unique. Par conséquent, il existe un écart entre la démocratie et les réalités politiques africaines fondées sur les traditions ancestrales.

D'ailleurs, c'est le seul continent au monde qui a subi de terribles chocs culturels les plus profonds et à présent il recherche difficilement une réconciliation avec son passé précolonial plongé dans ses siècles obscurs qui continuent d'influencer les modes de vie sociale, économique, politique et environnementale. En RCA par exemple, des divisions intérieures et la balkanisation du pays par les groupes armés rebelles l'ont transformée en une entité géopolitique dépourvue de puissance régionale. Elle ne semble pas parvenir à inventer des réponses parfaites face à l'exercice de la démocratie qui demande une constitution forte, capable de corriger son paysage politique qui reste flou en raison du nombre pléthorique des partis politiques qui dépasse la centaine. Un véritable scandale. Face à ce manque de maturité démocratique caractérisée par des violences récurrentes qui accompagnent les élections, l'attitude de la France en tant que puissance accompagnatrice est ambiguë ; elle accepte cette démocratisation bâclée en Afrique du bout des lèvres car la déception est grande dans nombre de pays ; cela a une répercussion négative sur les économies nationales. C'est le cas en Centrafrique dont l'économie, totalement ruinée, est en berne suite au renversement de régime démocratique de F. Bozizé.

Le relatif apaisement des tensions politico-militaires, a conduit à la reprise des activités minières, industrielles et commerciales depuis 2016, mais elle se heurte aux mêmes problèmes de grave envergure, à savoir, celui de la généralisation de la guerre sur les ¾ du territoire.

Une guerre meurtrière déclenchée par une coalition « la Séléka » qui a mis à genoux l'économie centrafricaine avec un taux de décroissance de – 36% (-49% selon d'autres sources). C'est alors

que la communauté internationale a fini par réagir en apportant son soutien et son aide à la RCA à travers des organismes spécialisés de l'ONU (Organisation des Nations – Unies), et bien d'autres organismes tels que : l'Union Européenne, la BAD (Banque Africaine de Développement), les ONG, les Humanitaires, etc. On s'en tiendra donc à ces quelques idées générales.

En revanche, pour ce qui concerne la prévention et la solution des conflits, on est amené à parler ici de droit d'ingérence pour des raisons géopolitiques et géostratégiques sur lesquelles reposent les gros intérêts économiques recherchés par les uns et les autres ; ces cas concernent particulièrement la France, les pays de la CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale), l'UA (Union Africaine), l'ONU...et tout récemment la Russie.

CONCLUSION

Au vu des violences postélectorales en Afrique, la question qu'on peut se poser est de savoir si la démocratie n'est pas finalement porteuse de nouvelles menaces sécuritaires à travers le monde.

Quoi qu'il en soit, notre monde est devenu « un village planétaire » et que les notions de mondialisation, d'interdépendance, d'ingérence, et d'intégration continuent désormais de définir les rapports internationaux, c'est à dire que tout problème local est appelé à être traité dans les enjeux de plus en plus vastes, parfois mondiaux (c'est le cas du Conseil de Sécurité des Nations Unies). Il en va de même que toute question qui semble d'importance géographique limitée dans l'espace, peut provoquer ou révéler des préoccupations ou des buts globaux. Tout cela démontre la fragilité de la démocratie qui a la fâcheuse tendance de se métamorphoser en violence postélectorale avec des issues incertaines. Il faut en Afrique des constitutions fortes sur lesquelles pourra être édifiée la démocratie afin de garantir la stabilité sociopolitique aussi longtemps que possible.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- *Atlas Géopolitique et culturel du Petit Robert des noms propres*, Dictionnaire le Robert, Paris 2001.
- Bounoung Fouda (B), 2009 : « *De la fragilité des Etats de l'Afrique centrale à une pensée reconstructive des Etats en déconstruction : Essai d'analyse* », *Enjeux* n°38, janvier- mars 2009, Bulletin d'analyses Géopolitiques pour l'Afrique centrale, FPAE.

- *Construire l'Afrique* : « Le Darfour-Clef de la stabilité en Afrique-Centrale-Occidentale, orientale », le bimensuel de l'Afrique de l'Ouest et du Centre n° 174 du 1^{er} au 15 octobre 2006.
- *Courrier International*, Paris, N° 921 du 26 Juin au 2 Juillet 2008.
- Lacoste Yves, 2009 : *La Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, édit. Larousse.
- Lavaux P., 1999 : *Le parlementarisme*, Paris, PUF, « Que sais-je ? ».
- Mulinen de Frédéric, 1989 : *Manuel sur le droit de guerre pour les forces armées*, Genève, CICR Suisse.
- PNUD : *Rapport national sur le développement humain, République Centrafricaine, 2008, Renforcer le capital social et la sécurité humaine-Un impératif pour la refondation de l'Etat Centrafricain*. www.cf.undp.org-juillet2008
- *Rapport mondial sur le développement humain- La coopération internationale à la croisée des chemins*, PNUD, Economica, Paris, 2005.
- Klein Michel, 1995 : « La politique de la défense de l'Afrique sub-saharienne au début du prochain millénaire », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, N° Hors Série, décembre 1995, p.158.